



LOISIRS ET SOLIDARITE DES RETRAITES

263, rue de Paris- 93515 MONTREUIL cedex –Tél. 01 55 82 83 90– Fax 01 55 82 83 94

Site de la Fédération : www.lsrfedede.com Courriel : federationlsr@lsrfede.fr

Projet de budget 2026 :

Le gouvernement déclare la guerre au monde du travail

Le Premier ministre François Bayrou a présenté le 15 juillet, les grandes lignes du budget 2026. Une véritable cure d'austérité, avec un objectif de 43,8 milliards d'euros d'économies.

Au lieu de mettre à contribution ceux qui sont responsables du déficit ; **les plus riches et les grandes entreprises qui ont bénéficié de 73 Milliards de baisse d'impôts chaque année et touchent 211 milliards d'aides publiques**, le gouvernement fait encore payer l'addition aux travailleuses et aux travailleurs, aux retraité-es et précaires. Le Premier ministre a usé de termes culpabilisateurs et mensongers envers les citoyens-nes.

Il prévoit notamment :

- Une année blanche en 2026 avec un gel des prestations sociales et des pensions ;
- Le doublement du plafond annuel des franchises médicales et participation forfaitaire passant de 50 à 100 € ;
- Le déremboursement de médicaments et remise en cause du statut d'ALD (affection de longue durée) ;
- La suppression de l'abattement fiscal de 10 % pour les retraité-es (qui n'est pas accordé pour frais professionnels comme l'a laissé entendre le Premier ministre) et sa transformation en un abattement de 2000 € pour tous.tes les retraité-es. Cette mesure sera financée par une augmentation de la fiscalité des retraité-es gagnant plus de 20 000 € par an ;
- Le non remplacement d'un fonctionnaire sur trois et gel des traitements en 2026, remettant en cause les services publics sur l'ensemble du territoire.
- L'annonce de la suppression de 2 jours fériés, dont le 8 mai, jour de commémoration de la victoire contre le fascisme, est lourde de sens dans un contexte de montée de l'extrême-droite dans le monde. Pour le respect de l'histoire et la mémoire des hommes et des femmes qui ont combattu pour la liberté, ce jour férié doit être maintenu !

Le Premier ministre est même prêt à légiférer une nouvelle fois par ordonnances et décrets pour appliquer sa politique d'austérité, méprisant de fait la démocratie.

Selon le gouvernement, tout le monde doit fournir des efforts. Mais...

Si les mesures concernant les retraité·es et les salarié·es ont été présentées de manière plus ou moins précises, celles concernant les entreprises, le patronat et les plus riches, sont quasi inexistantes et très floues.

Jamais le Premier ministre n'a abordé la gabegie des 211 milliards d'euros d'aides publiques accordées aux entreprises sans aucune contrepartie ni contrôle. Rien non plus sur les exonérations de cotisations sociales (80 milliards d'euros en 2024) accordées aux entreprises. Étonnant, alors, que l'OFCE, dans une note publiée le 11 juillet, indique que le creusement du déficit public français, depuis 2017, est le fruit de la baisse du taux des prélèvements obligatoires.

Quand Emmanuel Macron annonce vouloir renforcer le budget des armées de 3,5 milliards d'euros en 2026 et 6,5 milliards d'euros en 2027, le gouvernement Bayrou ponctionne les retraité·es et les salarié·es pour financer la guerre et préserver les intérêts du capital.

Ces annonces, faites-en plein cœur de l'été, alors que des millions de salariés et retraités ne peuvent pas partir en vacances, sont en total décalage avec les attentes du monde du travail et des retraités ;

- **Elles vont plonger des milliers de familles dans la pauvreté qui atteint déjà un niveau record.** On ne soigne pas les finances publiques en saignant les retraités, les droits sociaux et les services publics.
- **Elles bradent notre avenir en tournant le dos aux investissements indispensables pour l'industrie, la transition écologique, la recherche et l'éducation, la santé.**

Face à cette attaque sans précédent contre le monde du travail, LSR appelle les retraité·es à se rassembler, à débattre d'une nouvelle mobilisation à la rentrée et annonce un temps fort unitaire des 9 organisations en octobre.

Montreuil, le 20 juillet 2025